



Pakistan. Le nouveau prêt du FMI : la recette immanquable pour une misère amère

Par [Abdul Khaliq](#)

Région : [Asie](#)

Mondialisation.ca, 18 janvier 2014

cadtm.org

Au cours des six dernières années, la dette publique du Pakistan a augmenté comme jamais dans l'histoire du pays, de 21,5% par an en moyenne entre 2008 et 2013 contre 6,6% par an entre 2000 et 2007. La dette externe s'élevait à 63 milliards de dollars en juin 2013, la dette interne à plus de 75 milliards. Le service de la dette se monte à 6 milliards par an en moyenne, ce qui représente plus de 20% des revenus d'exportation et plus de la moitié des dépenses de santé et d'éducation cumulées. Les budgets consacrés à la dette et la Défense représentent près de 90% des ressources du pays, ne laissant que des miettes pour le secteur social.

Au cours des 60 dernières années, les gouvernements successifs ont accumulé une dette publique de 6040 milliards de roupies pakistanaises tandis qu'en cinq ans, le gouvernement du PPP (*Pakistan Peoples Party*, Parti du peuple pakistanais) a gonflé à lui seul la dette de 8215 milliards de roupies. Plutôt que de sortir de ce cercle vicieux, le Pakistan persiste à assurer le paiement des dettes et à contracter de nouveaux emprunts pour rembourser les précédents.

Evolution de la dette

Les données transmises l'année dernière par le Département des Affaires économiques et le Ministère des Finances à la Commission spéciale sur la dette montrent que, au cours des 28 dernières années, la politique d'emprunts a été irresponsable et n'a pas résolu les problèmes économiques du pays. Entre 1985 et 2012, le Pakistan a reçu 72 261 milliards de dollars, dont 59 240 milliards de prêts et 13 020 milliards de dons.

Prêts et dons entre 1985 et 2013

Période	Prêts (en milliards de \$)	Dons (en milliards de \$)	Total (en milliards de \$)
1985-88 / régime du général Zia	4.6	1.07	6.37
1988-90 / gvment de Benazir Bhutto	4.0	1.11	5.11
1990-93 / gvment de Nawaz Sharif	6.1	1.04	7.05
1993-96 / gvment de Benazir Bhutto	7.3	804	8.01

Période	Prêts (en milliards de \$)	Dons (en milliards de \$)	Total (en milliards de \$)
1999-2008 / gvmment de Pervez Musharraf	17.9	5.06	23.0
2008-2013 / gvmment du PPP	11.6	2.03	14.0
28 ans	59.240	13.020	72.261

Le Pakistan à la botte du FMI

Le Pakistan est sans doute parmi les meilleurs clients des créanciers internationaux. Il n'a jamais déçu ses créanciers, a toujours payé le service de la dette, même durant la grave crise humanitaire de 2005, quand près de 89 000 personnes ont été tuées et des millions d'autres se sont retrouvées sans abri suite au séisme dévastateur au Cachemire. Idem en 2010 : alors que 20 millions de personnes ont été gravement touchées par les inondations, privées des services de base, laissées sans toit ni nourriture, le Pakistan, en bon client, a continué à payer ses dettes externes et n'a pas cherché à obtenir la moindre remise de dette.

Non pas que le pays soit suffisamment solide financièrement ou capable de faire face aux catastrophes naturelles sans faillir dans un même temps à s'acquitter de ses dettes. Plutôt que de satisfaire aux besoins de leur population, les gouvernements et régimes successifs ont donné la priorité au paiement de la dette, sans interruption et sans vergogne, comme le leur dictaient les institutions financières internationales (IFI).

Le FMI est le prêteur le plus fidèle du Pakistan. Le pays a bénéficié de ses prêts sur 29 des 40 dernières années, un quasi record qui a valu au pays de voir les inégalités s'accroître.

En septembre 2013, le FMI a accordé un prêt de 6,64 milliards de dollars sur 3 ans au titre de son mécanisme élargi de crédit (*Extended Fund Facility*). En contrepartie, le Pakistan doit appliquer des mesures d'austérité drastiques : imposition de nouvelles taxes, suppression des exemptions de taxes et des subsides à l'électricité, hausse des tarifs de l'électricité (+30%) et des taxes, dépréciation de la roupie pakistanaise (provoquant mécaniquement l'augmentation de la dette externe, libellée en devises), privatisation d'entreprises publiques [1].

Sous l'effet des conditionnalités du FMI, les années à venir vont être éprouvantes pour les populations déjà appauvries. Face aux demandes répétées des bailleurs d'augmenter le montant des recettes fiscales, le gouvernement a choisi de renforcer la fiscalité indirecte via l'introduction de taxes à la consommation. A l'inverse, les élites fortunées, parmi lesquelles les puissants propriétaires terriens, sont épargnées, le FMI n'ayant pas exigé de s'attaquer à leur sous-imposition. Le pays perçoit moins en taxes, en pourcentage de son économie, que n'importe quel autre pays de sa taille.

La population est frappée de plein fouet

Le Pakistan n'atteindra vraisemblablement pas les Objectifs du Millénaire pour le Développement, entre autres en termes de réduction de la faim, d'éducation, d'égalité des sexes, de mortalité infantile et maternelle, d'accès aux soins sanitaires de base. Le coût élevé de la dette et les coupes budgétaires entravent davantage la capacité de l'Etat à

fournir des services publics de qualité, notamment dans la santé et l'éducation.

Le programme du FMI vise à saigner le plus possible celles et ceux d'en bas, à leur faire payer la crise des grandes entreprises et du capital financier international. Son intervention au Pakistan est comparable à son action en Grèce qui a aggravé la récession, rendu les conditions de vie misérables, augmenté le chômage, imposé d'importantes réductions de salaires et supprimé des programmes sociaux.

L'inflation va augmenter en raison de la dévaluation continue de la monnaie locale tandis que la hausse des taxes et la suppression des subsides vont rendre le coût de la vie insupportable à une grande majorité de la population qui vit déjà dans la misère. 49,4% des Pakistanais vivent dans la pauvreté, 25% en dessous du seuil de pauvreté de 1 dollar par jour.

Le poids toujours croissant de la dette a de graves conséquences sur la vie des pauvres. Comme le Pakistan rembourse sa dette rubis sur ongle, il est incapable de résoudre les problèmes urgents, comme la crise énergétique. La pénurie d'électricité a empiré au point que le gouvernement a fait le choix de fermer ses écoles et universités. L'université Quaid-e-Azam a par exemple fermé suite à un délestage électrique durant l'été 2012. Des hôpitaux en zones rurales ont dû suspendre leurs activités face au manque d'électricité. Des travailleurs sont licenciés suite à la fermeture de certains sites industriels à cause de délestages. Le secteur textile de Faisalabad est dévasté par la pénurie chronique d'électricité, laissant des milliers de personnes sans emploi. La crise énergétique est directement liée à la crise de l'eau, de nombreux quartiers populaires souffrant de graves pénuries d'eau et d'électricité.

Sous la pression du FMI, la hausse de la TVA sur les articles d'usage quotidien dans l'actuel budget 2013-2014 a contraint nombre de gens à rogner sur les dépenses de santé et d'éducation de leurs enfants. Beaucoup de familles pauvres n'ont d'autre choix que de déscolariser leurs enfants, en premier lieu les filles, qui vont grossir les rangs du marché du travail infantile.

La situation de la santé publique est pire encore. Face à la mauvaise qualité et l'insuffisance des équipements dans les hôpitaux publics, la population doit se tourner vers le secteur privé, trop cher pour les plus pauvres qui recourent à l'automédication ou consultent des charlatans, mettant leur santé en danger. Le gouvernement, qui parvient toujours à payer ses échéances au FMI, a assisté sans scrupule au décès de 157 enfants suite à une épidémie de rougeole dans la province du Punjab en juin 2013. Plus tôt cette année, plus de 460 enfants sont morts de la rougeole dans la province du Sindh. L'année dernière, la dengue a entraîné la mort de près de 200 personnes dans la seule province du Punjab. En cause : le manque de couverture vaccinale dans différents endroits du pays.

Le chômage, couplé la hausse des prix, a conduit au suicide beaucoup de membres de familles pauvres. Selon la presse, le gouvernement a dû interdire la mort aux rats car de nombreuses personnes dans la pauvreté, particulièrement des femmes, utilisaient ces comprimés comme un moyen facile et bon marché de mettre fin à leur vie. Il y a quelques années, le Minar-e-Pakistan, un haut minaret à Lahore, était devenu le lieu favori pour les tentatives de suicides. Embarrassé, le gouvernement avait suspendu l'ascenseur du Minar pour contrer cette vague de suicides. L'évolution récente fait froid dans le dos : dans de nombreux cas, des familles entières avec leurs enfants se suicident, la pauvreté étant la cause principale.

Mettre un terme à la domination par la dette

La lutte de la population pakistanaise contre la domination de la dette et les IFI n'a pas atteint un seuil suffisant mais est à souligner.

Par exemple, après les inondations dévastatrices de 2010, le CADTM Pakistan et de nombreuses organisations de la société civile, réunis au sein de la Campagne pour l'annulation de la dette du Pakistan, ont fait pression sur le gouvernement pakistanais afin d'obtenir des annulations de dettes et non des dons de la part des bailleurs de fonds. Nous avons organisé de nombreux rassemblements, manifestations et conférences contre la dette afin de faire avancer cette revendication. Des milliers de personnes se sont mobilisées et le Sénat a voté une résolution en faveur de l'annulation de la dette.

La société civile pakistanaise considère que dans les conditions actuelles, plutôt que de continuer à emprunter, le Pakistan devrait endiguer la corruption, taxer les riches, réduire le budget de l'armée et mobiliser toutes les ressources disponibles pour venir en aide aux pauvres via la mise en place de systèmes de protection sociale.

Plutôt que de transférer à l'étranger des milliards de dollars au titre du service de la dette, le Pakistan devrait affecter de toute urgence ses ressources à la résorption de la crise énergétique et à la création d'emplois pour les populations pauvres. Dans de telles circonstances, la première chose à faire est de satisfaire les besoins fondamentaux des populations.

L'audit de la dette, une nécessité urgente

Dans un pays où 50 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté et où 35 millions sont sous-alimentés, la dette n'est rien d'autre qu'une torture économique. Ces dettes issues de prêts injustes maintiennent le Pakistan, nation stratégique, dans une dépendance absolue, tel que le veulent les dirigeants de ce monde. Mais des alternatives existent. Il y a un mouvement qui prend de l'ampleur au Pakistan en faveur de la suspension des paiements, d'un audit complet et de la répudiation des dettes considérées illégitimes.

Mener un audit de la dette publique est une priorité absolue et une condition fondamentale de la justice économique. La population doit décider quelles dettes sont illégitimes et doivent être annulées. Cela serait une première étape vers une société plus démocratique et transparente.

Si nous n'appelons pas seulement à l'annulation des dettes du Pakistan mais aussi à la réalisation d'un audit, c'est pour permettre aux populations de décider de leur politique économique. Nous ne prétendons pas qu'un audit et l'annulation des dettes, à eux-seuls, résoudre tous les problèmes du Pakistan, mais ce serait un premier pas vers une société plus égalitaire, démocratique et souveraine, dirigée par et pour la population.

Un audit de la dette renverserait la situation, forcerait le gouvernement à rendre des comptes à la population. Un audit de la dette suppose d'impliquer la population, d'améliorer sa compréhension des mécanismes d'accumulation de la dette et de lui donner l'opportunité de décider des mesures à prendre. Nous ne plaidons pas simplement pour la répudiation de la dette mais pour un processus démocratique qui fasse la lumière sur les dettes de régime, des élites, et les dettes légitimes.

Notes

[1] Afin d'obtenir le déboursement d'une seconde tranche de prêt du FMI, le gouvernement s'est engagé à privatiser 30 entreprises publiques, en plus des 35 entreprises déjà sélectionnées pour leur vente au privé.

Traduction : Cécile Lamarque

<http://cadtm.org/Pakistan-Le-nouveau-pret-du-FMI-la>

La source originale de cet article est cadtm.org

Copyright © [Abdul Khaliq](#), cadtm.org, 2014

Articles Par : [Abdul Khaliq](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca